



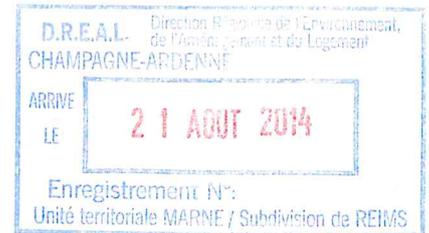
Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale  
des territoires

Service Environnement  
Eau – Préservation des Ressources  
Cellule procédures environnementales

AP n° 2014-APC-79-IC  
CJ



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
(mise en place de nouvelles garanties financières)

**Société OI MANUFACTURING FRANCE**  
41 rue Pierre Maître – BP 67  
51053 REIMS CEDEX

**Le Préfet de la région Champagne Ardenne**  
**Préfet du département de la Marne**

**VU :**

- Le livre V, titre I du code de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral n° 2005 A 152 IC du 21 octobre 2005 modifié les 7 octobre 2008, 17 août 2012 et 8 octobre 2012 autorisant la société OI Manufacturing France à exploiter une verrerie situé 69 rue Albert Thomas à Reims,
- la lettre du 12 novembre 2013 par laquelle la société OI Manufacturing France sollicite, au titre de l'article L 513-1 du code de l'environnement, le bénéfice des droits acquis pour l'exploitation d'équipements frigorifiques visés par la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées,
- la lettre du 11 décembre 2013 par laquelle la société OI Manufacturing France présente le calcul des garanties financières devant être constituées en application de l'article R 516-1 du code de l'environnement,
- le rapport de l'inspection des installations classées du 23 juin 2014
- l'avis favorable émis par les membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques le 10 juillet 2014,
- la lettre recommandée adressée le 15 juillet 2014 à l'exploitant (accusé de réception le 16 juillet 2014) afin de lui notifier le projet d'arrêté préfectoral complémentaire et de lui permettre de faire connaître ses éventuelles observations dans le délai de 15 jours à compter de la réception du courrier en cause ;
- l'accord sur le projet d'arrêté complémentaire donné par l'exploitant par lettre recommandée en date du 17 juillet 2014.

**CONSIDÉRANT que:**

- les installations frigorifiques qui relevaient précédemment de la rubrique 2920 sont dorénavant non classées au titre de la rubrique 1185,
- le calcul du montant des garanties financières est acceptable au regard des dispositions de l'arrêté ministériel précité du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières,
- le montant des garanties financières dépasse le seuil de 75 000 € à partir duquel leur constitution est obligatoire,
- le montant des garanties financières doit être fixé ainsi que les modalités de sa constitution et de son actualisation,

- les installations, étant existantes et visées par l'annexe I de l'arrêté ministériel précité du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières, bénéficient d'un échancier pour la constitution des garanties financières devant débiter au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2014,
- les hypothèses retenues dans le calcul du montant des garanties financières, notamment en ce qui concerne les quantités de déchets susceptibles d'être présentes, constituent des limites de l'autorisation d'exploiter,

**Le demandeur entendu,**

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne,

## **ARRÊTE :**

### **article 1 –**

#### **1.1. Champ d'application**

La société OI Manufacturing France, dont le siège social se situe 64 boulevard du 11 Novembre 1918 – 69611 Villeurbanne, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une verrerie située 69 rue Albert Thomas à Reims sous réserve de la mise en œuvre des prescriptions du présent arrêté.

#### **1.2. Classement des installations**

Le tableau de l'article 1.1 de l'autorisation d'exploiter et désignant les activités exercées est complété de manière suivante :

Rubrique		Régime (1)	Observations
N°	Intitulé		
1185	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 300 kg	NC	Équipements frigorigènes contenant des fluides R22, R 407C, R 410A ou R 131A en quantité cumulée n'excédant pas 84 kg

(1) NC : Non classé

#### **1.3. Garanties financières**

##### **1.3.1. Objet des garanties financières**

Les garanties financières, telles que prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, visent à assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité et la surveillance des installations concernées en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1 et R. 512-46-25 du code de l'environnement.

##### **1.3.2. Montant des garanties financières**

Pour un indice général TP01 (Index général tous travaux) d'une valeur de 698,4 à la date du 1<sup>er</sup> mars 2014 et un taux de TVA de 20 %, le montant total des garanties financières à constituer s'élève à 393 217 € selon l'approche forfaitaire globalisée à partir des données ci-après :

Objectifs pris en compte	Quantité unitaire maximale retenue pour le calcul de l'événement de référence
Élimination des déchets présents	33 t de déchets dangereux 30 t de déchets non dangereux Les matières premières doivent être valorisables
Interdiction d'accès	Clôture existante Pose de 58 panneaux Gardiennage permanent pendant 6 mois
Neutralisation des équipements contenant des liquides inflammables	Une cuve enterrée de 7 m <sup>3</sup> de gazole Une boucle alimentation des fours en fioul
Surveillance des effets sur l'environnement	3 Piézomètres existants Réalisation des analyses

L'exploitant met en œuvre les conditions d'exploitation correspondant aux caractéristiques prises en compte dans le calcul du montant des garanties financières.

### **1.3.3. Établissement des garanties financières**

L'exploitant adresse au préfet dans le mois suivant les échéances définies ci-dessous :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par arrêté ministériel précité du 31 juillet 2012,
- la valeur datée du dernier indice publié TP01.

L'exploitant constitue les garanties financières selon l'échéancier suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières au 1<sup>er</sup> juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans.

En cas de constitution de garanties financières sous la forme d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations, l'échéancier est le suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières dans un délai de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

### **1.3.4. Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document précité attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par arrêté ministériel précité du 31 juillet 2012.

### **1.3.5. Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

### **1.3.6. Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières doit être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies dans le dossier d'autorisation et de ses évolutions ainsi que par le présent arrêté.

### **1.3.7. Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 171-7 de ce code. Conformément à l'article L 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **1.3.8. Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

### **1.3.9. Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Le retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-74 et R. 512 39-1 à R. 512-39-3, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

## article 2 – Voie de recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la présente décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la mise en service effective de l'installation.

## article 3 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## article 4 – Ampliation

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur départemental des territoires de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à M. le Sous Préfet de Reims, à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DDT – service urbanisme, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

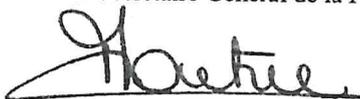
Notification en sera faite, par pli recommandé à Monsieur le Directeur de la Société OI Manufacturing France 41 rue Pierre Maître -BP67- 51053 REIMS Cedex .

Monsieur le Maire de Reims procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons-en-Champagne, le 20-08-2014

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général de la Préfecture



Francis SOUTRIC